



CHAPITRE 24

Loi sur un renvoi à la Cour d'appel

[Sanctionnée le 9 décembre 1980]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Appel de
l'opinion
de la Cour
d'appel
relative à
la modifi-
cation de
la Consti-
tution.

1. L'opinion certifiée qui sera transmise au gouvernement par la Cour d'appel, en vertu de l'article 5 de la Loi sur les renvois à la Cour d'appel (L.R.Q., c. R-23) sur toute question qui lui aura été soumise par le gouvernement relativement à tout projet de résolution déposée ou adoptée par le Parlement du Canada et portant adresse commune du Sénat et de la Chambre des communes à Sa Majesté la Reine concernant toute modification à la constitution actuelle du Canada sera considérée comme un jugement de ladite Cour et il pourra en être interjeté appel à la Cour suprême du Canada comme d'un jugement dans une action.

Intérêt.

Les personnes qui pourront interjeter cet appel seront, en outre du gouvernement, toutes celles qui auront été partie à l'instance devant la Cour d'appel, conformément à l'article 4 de la Loi sur les renvois à la Cour d'appel (L.R.Q., c. R-23).

Entrée en
vigueur.

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.